

CONDITIONS GENERALES DE VENTE (CGV) DE LA SOCIETE ETABLISSEMENTS JEAN LOUIS BASSINET
applicables aux vente aux consommateurs en ligne sur notre site www.frusty.com
Version 27 octobre 2020

ETABLISSEMENTS JEAN LOUIS BASSINET est une société par action simplifiée au capital de 50 000 € enregistrée au RCS de SAINT-ETIENNE sous le n° B 339 990 525 – siège social Rue Marie Curie ZA des plaines 42160 BONSON – BP 454 – FRANCE

N° SIRET : 33999052500026 - Code APE : 4639B - TVA FR 00 339 990 525

Directeur de la Publication : **Mr Fabrice CASPER, directeur général**

Webmaster : LES IMAGEURS n°RCS 399562164- 67 rue Désiré Claude 42100 Saint-Etienne – France – contact@imageurs.com

Hébergement internet : EVOLIATIS - RCS SAINT-ETIENNE 812 824 654 -26 rue Bergson 42000 – contact@evoliatis.com

Pour toute question relative à votre commande, à notre Société ou à nos produits, vous pouvez nous contacter par téléphone au +33 (0)4 77 36 46 76 ou par email à contact@jeanlouisbassinnet.com

1 APPLICATION ET OPPOSABILITE DES CGV

1.1 Les présentes conditions générales de vente s'appliquent de plein droit à toutes les ventes aux consommateurs de produits effectuées en ligne sur notre Site www.frusty.com.

Elles s'appliquent à l'exclusion de toutes autres conditions, et notamment celles applicables pour les ventes en magasin, foires ou salons, ou au moyen d'autres circuits de distribution et/ou de commercialisation, jusqu'à la mise en ligne sur notre Site de nouvelles CGV.

1.2 En passant commande à notre Société, l'acheteur :

- déclare agir à des fins non professionnelles, c'est à dire en tant que consommateur,
- déclare avoir pris connaissance des présentes conditions générales de vente et les avoir acceptées en cochant la case « J'ai lu et j'accepte les conditions générales », et reconnaît qu'à cet égard, elles lui sont opposables conformément aux dispositions de l'article 1119 du code civil,
- reconnaît, qu'au cours de sa navigation sur notre Site, lui ont été préalablement transmises de manière claire et compréhensible, les informations précontractuelles exigées par la loi, et notamment les suivantes :

- les caractéristiques essentielles des produits ;
- le prix des produits et des frais annexes, notamment de transport ;
- la date à laquelle notre Société s'engage à livrer le(s) produit(s) commandé(s) ;
- les modalités relatives à son droit de rétractation ;
- les informations relatives aux garanties.

1.3 L'acheteur reconnaît que les photographies et graphismes, représentant les produits, qui sont présentés en ligne, ne sont pas contractuels et ne sauraient engager notre responsabilité en cas de variations minimes dans la représentation desdits produits, des altérations peuvent en effet apparaître du fait du traitement des photographies.

1.4 Le fait que notre Société ne se prévale pas, à un moment donné, des présentes CGV ne vaut pas renonciation à se prévaloir ultérieurement de l'une quelconque desdites conditions.

2 - FORMATION DU CONTRAT

2.1 Passation de commande

Lors de sa navigation sur notre Site internet, l'acheteur a la possibilité de consulter les caractéristiques de nos produits et leur prix, d'ajouter le(s) produit(s) de son choix au panier, d'en choisir la quantité, d'en visualiser le prix toutes taxes comprises.

L'acheteur pourra passer commande de produits :

- après avoir préalablement créé un compte sur notre Site, dans la rubrique « Inscrivez-vous », et s'y être connecté en cours de navigation ;
- ou encore, en créant un compte lors du processus de commande ;
- ou encore, sans créer de compte, en choisissant de commander en tant qu'invité lors de la vérification de son panier.

Avant d'entamer sa commande, l'acheteur, pourra accéder à son panier. Il pourra alors le vérifier (produits sélectionnés, quantités, prix, frais de livraison), il pourra aussi le modifier ou le compléter. L'acheteur débutera ensuite le processus de commande en cliquant sur le bouton intitulé « commander », après avoir complété ses informations en vue de la livraison et de la facturation, après avoir lu et accepté nos CGV, et enfin après avoir choisi son mode de paiement. Après les étapes qui précèdent, l'acheteur concrétisera sa volonté de commander en cliquant sur le bouton intitulé « valider » après avoir saisi ses informations de paiement.

2.2 Toute commande est assortie d'une condition résolutoire pour le cas :

2.2.1 où l'acheteur n'agirait pas en tant que consommateur mais pour les besoins d'une activité économique quelle qu'elle soit (lucrative ou non),

2.2.2 où le paiement réalisé par l'acheteur serait refusé par sa banque ou Paypal.

2.3 Confirmation de la commande

2.3.1 Dans le cas où une commande aurait été passée par un acheteur n'agissant en tant que consommateur, dans le cas où le paiement réalisé par l'acheteur serait refusé par sa banque ou Paypal, nous pourrions, par simple e-mail, notifié à ce premier la résolution de la vente, et refuser de confirmer la commande si la confirmation de commande n'a pas encore été émise.

La notification de cette résolution s'accompagnera, si le prix a d'ores et déjà été versé, d'un remboursement du prix payé moyennant un crédit porté au compte bancaire ou Paypal de l'acheteur.

2.3.2 Hormis les cas visés à l'article 2.3.1, notre Société s'engage à adresser à l'acheteur, dès l'acceptation du paiement sur la plateforme BANQUE POLULAIRE (ou PayPal, le cas échéant), un e-mail de confirmation de sa commande.

Cet e-mail contiendra les informations prescrites à l'article L.221-13 du Code de la consommation et notamment :

- les caractéristiques essentielles du (des) produit(s) acheté(s) ;
- le prix du (des) bien(s) au sens de l'article 3 ci-dessous ;
- la date ou le délai dans lequel notre Société s'engage à livrer le(s) produit(s) ;
- en pièces jointes les présentes CGV, le formulaire type de rétractation la fiche produit du produit commandé.

Les confirmations de commande portant sur une valeur supérieure à 120 € TTC sont conservées par notre Société, de manière durable, pendant un délai de 10 ans, et sont communicables à l'acheteur sur simple demande.

2.4 Délai de rétractation

2.4.1 Conformément aux dispositions des articles L.221-18 à L.221-29 du Code de la consommation, le consommateur dispose d'un délai de 14 jours à compter de la réception du produit commandé par lui, ou un tiers désigné par lui autre que le transporteur, pour pouvoir exercer son droit de rétractation auprès de notre Société, sans avoir à justifier de motifs. Le jour où le contrat est conclu ou le jour de la réception du produit commandé n'est pas compté dans le délai de 14 jours. Le délai commence à courir au début de la première heure du premier jour et prend fin à l'expiration de la dernière heure du dernier jour du délai. Si ce délai expire un samedi, un dimanche ou un jour férié ou chômé, il est prorogé jusqu'au premier jour ouvrable suivant.

Attention : l'ouverture de l'emballage renfermant le produit entraîne la disparition du droit de rétractation au profit de l'acheteur pour des raisons d'hygiène et de qualité sanitaire de ce premier.

2.4.2 En cas de rétractation, le consommateur a le choix entre un échange et un remboursement du produit. Toutefois, un échange ne sera possible qu'en cas de disponibilité dans nos stocks du produit de remplacement.

2.4.3 Seuls les produits qui nous sont retournés en parfait état esthétique, de propreté et accompagnés d'une copie de la facture d'achat pourront faire l'objet d'un remboursement ou d'un échange.

2.4.4 Le droit de rétractation défini au présent article pourra être exercé à l'aide du formulaire de rétractation ci-annexé (Annexe 1) et joint à notre confirmation de commande, ou par toute autre déclaration dénuée de toute ambiguïté exprimant la volonté de l'acheteur de se rétracter.

2.4.5 Sauf accord contraire entre les parties, les frais de retour du produit seront à la charge de l'acheteur, quel que soit le moyen de transport choisi pour effectuer ce renvoi.

Le retour sera effectué aux risques de l'acheteur, qui supportera toutes les conséquences d'une perte, détérioration ou avarie due au transport, sans possibilité pour lui de se retourner contre notre Société à ce sujet. Notre Société conseille donc à l'acheteur de souscrire une assurance de transport spécifique et adaptée.

2.4.6 A compter de l'envoi par l'acheteur de sa demande de rétractation, celui-ci dispose d'un délai de 14 jours pour restituer le(s) produit(s) à notre société. Passé ce délai, notre société considèrera que le consommateur ne souhaite plus faire valoir son droit de rétractation.

2.4.7 A compter de la réception par notre Société de la décision du consommateur de se rétracter, et sous réserve que les conditions des articles 2.4.1 et 2.4.3 ci-dessus soient remplies, notre Société s'engage :

- à rembourser le consommateur du prix de sa commande dans un délai de 14 jours, lorsque le consommateur a choisi le remboursement ;

Il est précisé que ce remboursement sera différé jusqu'à la réception du produit par notre Société.

- ou à expédier le produit de remplacement souhaité dans ce même délai.

3 – PRIX

- 3.1 Nos prix sont ceux figurant sur notre Site web.
- 3.2 Nos prix sont exprimés en Euros. Nous n'acceptons aucun paiement dans une autre devise.
- 3.3 Nos prix s'entendent TVA comprise.
- 3.4 Nos prix ne comprennent pas toute autre taxe (par exemple fiscales ou douanières)
- 3.5 Nos prix s'entendent hors participation aux frais de transport lesquels sont facturés en supplément tel qu'indiqué sur notre Site interne.

4 - CONDITIONS ET DELAIS DE PAIEMENT

- 4.1 Nous acceptons les moyens de paiement suivants :
 - les cartes bancaires suivantes : Carte bleue, Carte Visa débit, et la carte Master Card ;
 - le paiement via la plateforme PayPal ;
- 4.2 Le prix est payable comptant, en totalité au jour de la passation de commande sur notre Site, par l'intermédiaire de la plateforme BANQUE POPULAIRE ou PAYPAL.

5 CONDITIONS ET DELAIS DE LIVRAISON,

- 5.1 Notre Société livre uniquement en France Métropolitaine, en Belgique continentale et au Luxembourg, donc y compris en Corse, et donc à l'exclusion des DROM-COM.
- 5.2 La livraison s'entend de la remise du (des) produit(s) commandé(s) à une Société de transport choisie par notre Société, et du transport de celui-ci (ceux-ci) jusqu'à l'adresse de livraison indiquée par l'acheteur lors de sa commande en ligne.
Cette adresse de livraison s'entend au palier de son immeuble, ou à la limite de la propriété de sa maison.
- 5.3 Les délais de livraison mentionnés sur notre Site ainsi que dans notre confirmation de commande ont pour point de départ le jour de réception du paiement de l'intégralité de sa commande par l'acheteur.
- 5.4 Conformément aux articles L.216-2 à L.216-4 du Code de la Consommation, en cas de non-respect par notre Société du délai de livraison, et sauf cas de force majeure, le client aura le choix
- 5.4.1 soit, si le délai de livraison constitue une condition essentielle du contrat pour lui, d'immédiatement résoudre le contrat en notifiant sa décision par lettre recommandée avec accusé de réception à notre Société.
Cette condition essentielle résulte des circonstances qui entourent la conclusion du contrat ou d'une demande expresse du consommateur avant la conclusion du contrat.
- 5.4.2 soit de mettre en demeure notre Société, par lettre recommandée avec accusé de réception, de livrer dans un délai supplémentaire raisonnable.
- En cas de non-livraison à l'issue de ce délai supplémentaire ou de refus de livraison, le client pourra alors résoudre le contrat par lettre recommandée avec accusé de réception.
- 5.5 En cas de force majeure touchant notre Société les délais de livraison sont suspendus (Cf. article 11).

6 TRANSFERT DES RISQUES - RISQUES DU TRANSPORT

- 6.1 Les risques liés à l'opération de livraison des produits sont à la charge exclusive de notre Société.
- 6.2 A compter de la livraison, les risques des produits sont transférés à l'acheteur.
- 6.3 L'acheteur, en cas de retard, d'avarie ou de perte pendant le transport est tenu de faire toutes les réserves auprès du transporteur au moment du déchargement, et de les lui confirmer par lettre recommandée avec accusé de réception ou par acte extrajudiciaire dans les 3 jours maximum, non compris les jours fériés, tout en adressant une copie par lettre recommandée à notre Société.
Ce délai est porté de 3 à 10 jours, jours fériés non compris, dans le cas où l'acheteur a pris personnellement livraison des objets transportés et lorsque le voiturier ne justifie pas lui avoir laissé la possibilité de vérifier effectivement leur bon état.

7 ETENDUE ET LIMITES DE RESPONSABILITE

- 7.1 Seules les informations contenues dans nos fiches produits consultables sur notre Site Internet (www.frusty.fr) déterminent le contenu et les limites de notre engagement.
- 7.2 En cas de différence entre ces informations contractuelles et le produit livré, l'acheteur ne pourra s'en plaindre que si cela constitue une non-conformité au sens des articles L 217-4 et L 217-5 du Code de la consommation ou un vice caché au sens de l'article 1641 du Code civil (Cf article 8).
- 7.3 Notre Responsabilité après livraison est exclue en cas de défaut ou d'endommagement du produit provenant d'un cas fortuit, d'un cas de force majeure, d'une mauvaise conservation du produit (ex : détérioration de l'emballage, mauvaise condition de stockage) d'utilisation abusive ou défectueuse du produit comme par exemple la consommation du produit après la date de durabilité minimale (ancienne DLUO), ou plus de 2 jours après la date d'ouverture de l'emballage du produit.
- 7.4 La vente conclue avec l'acheteur ne prive notre Société de son droit à agir en responsabilité contre son propre fournisseur.
- 7.5 En cas de mise en jeu de la responsabilité de notre Société par l'acheteur, l'acheteur devra procéder comme il est dit à l'article 8.2 ci-dessous.

8 LES GARANTIES LEGALES

8.0 Rappel des textes

- Article L 217-4 du Code de la consommation :
Le vendeur livre un bien conforme au contrat et répond des défauts de conformité existant lors de la délivrance. Il répond également des défauts de conformité résultant de l'emballage, des instructions de montage ou de l'installation lorsque celle-ci a été mise à sa charge par le contrat ou a été réalisée sous sa responsabilité.

- Article L 217-5 du Code de la consommation :

Le bien est conforme au contrat:

1° S'il est propre à l'usage habituellement attendu d'un bien semblable et, le cas échéant:

- s'il correspond à la description donnée par le vendeur et possède les qualités que celui-ci a présentées à l'acheteur sous forme d'échantillon ou de modèle;

- s'il présente les qualités qu'un acheteur peut légitimement attendre eu égard aux déclarations publiques faites par le vendeur, par le producteur ou par son représentant, notamment dans la publicité ou l'étiquetage;

2° Ou s'il présente les caractéristiques définies d'un commun accord par les parties ou est propre à tout usage spécial recherché par l'acheteur, porté à la connaissance du vendeur et que ce dernier a accepté

- Article L217-12 du code de la consommation :

L'action résultant du défaut de conformité se prescrit par deux ans à compter de la délivrance du bien.

- Article 1641 du Code civil :

Le vendeur est tenu de la garantie à raison des défauts cachés de la chose vendue qui la rendent impropre à l'usage auquel on la destine, ou qui diminuent tellement cet usage, que l'acheteur ne l'aurait pas acquise, ou n'en aurait donné qu'un moindre prix, s'il les avait connus.

- Article 1648 al 1 du Code civil

L'action résultant des vices rédhibitoires doit être intentée par l'acquéreur dans un délai de deux ans à compter de la découverte du vice.

8.1 Nature des garanties légales

8.1.1 Conformément aux articles L.217-4 à L.217-14 du code de la Consommation, l'acheteur bénéficie de la garantie légale de conformité. Dans le cadre de la mise en œuvre de celle-ci, il est rappelé que :

- l'acheteur bénéficie d'un délai de 2 ans à compter de la délivrance du bien pour agir ;
- l'acheteur peut choisir entre la réparation ou le remplacement du bien, sous réserve des conditions de coût prévues par l'article L.217-9 du code de la consommation, et sauf les cas où le défaut est d'importance mineure ;
- l'acheteur est dispensé de rapporter la preuve de l'existence du défaut de conformité du bien durant les 24 mois suivant la délivrance du bien.

8.1.2 Conformément aux articles 1641 et suivants du Code Civil, l'acheteur bénéficie d'une garantie contre les défauts cachés de la chose vendue. Dans cette hypothèse, l'acheteur peut, dans un délai maximum de deux ans à compter de la découverte du vice, choisir entre la résolution de la vente et une réduction du prix conformément à l'article 1644 du Code Civil.

8.1.3 Les garanties légales prévues aux articles 8.1.1 et 8.1.2 ci-dessus s'appliquent indépendamment de l'éventuelle garantie commerciale du fabricant.

8.2 Réclamations

8.2.1 Toute réclamation auprès de notre Société doit obligatoirement être formulée par écrit, soit :

- par email à l'adresse contact@jeanlouisbassinet.com

• par LRAR à l'attention des ETABLISSEMENTS JEAN LOUIS BASSINET Rue Marie Curie ZA des plaines 42160 BONSON – BP 454 – France.

Elle doit obligatoirement être accompagnée des éléments suivants :

- une copie de la facture d'achat du produit considéré défectueux,
- une description de la défectuosité,
- une photographie du produit laissant apparaître le numéro de lot présent sur l'emballage.

A défaut cette réclamation ne pourra pas être prise en compte.

8.2.2 Cette réclamation doit être formulée dès l'apparition de la défectuosité ou de la non-conformité. Toute utilisation du produit malgré l'existence d'une défectuosité ou d'une non-conformité, et donc tout dommage causé, à et/ou par, le produit du fait de la persistance de cette utilisation, relèvera de la seule responsabilité de l'acheteur.

8.2.3 Sauf demande de notre Société, l'acheteur ne doit pas nous retourner le produit de sa réclamation. Il doit par contre conserver dans les meilleures conditions cet article ou cette pièce avec son emballage, et laisser à notre Société toute facilité pour venir constater à sa résidence le problème à l'origine de sa réclamation et le récupérer s'il y a lieu.

8.2.4 A réception de la réclamation de l'acheteur, notre Société vérifiera que cette réclamation est bien fondée et n'est pas concernée par l'un des cas d'exclusion visé à l'article 7.3 ;

8.2.5 Si notre Société constate que les conditions de mise en jeu de sa responsabilité et/ou sa garantie ne sont pas remplies (DDM expirée, problème entrant dans l'un des cas d'exclusion article 7.3, problème signalé n'existant pas), elle en informera l'acheteur par écrit.

8.2.6 Si inversement notre Société constate que les conditions de mise en jeu de sa responsabilité et/ou sa garantie sont remplies, elle informera l'acheteur de sa décision quant à la nature de l'intervention qu'elle accepte de réaliser (remplacement, remboursement) et sa durée, ou lorsque la loi le permet à l'acheteur, interrogera celui-ci quant à la nature de l'intervention souhaitée.

Si notre Société procède au remboursement de tout ou partie du prix, elle adressera ce remboursement dans les meilleurs délais.

9 MOYENS DE COMMUNICATION

9.1 L'acheteur accepte que les échanges d'informations entre les parties à quelque stade que ce soit, y compris précontractuel, puissent avoir lieu de manière électronique et/ou téléphonique, et entre autres par courriels, SMS ou MMS. Les parties conviennent que la preuve de leurs communications, leurs commandes, leurs engagements, leurs paiements pourra être apportée par tous moyens, comme par exemple les enregistrements informatiques et/ou sur tout terminal de radiocommunication ou de télécommunication par les parties ou leurs prestataires, lesquels feront preuve entre elles.

9.2 L'acheteur est informé qu'il dispose d'un droit de s'inscrire sur la liste d'opposition au démarchage téléphonique à l'adresse www.bloctel.gouv.fr

10 PROPRIETE INTELLECTUELLE

10.1 Toute la structure et le contenu de notre site (logiciels, charte et éléments graphiques, images, sons, photographies, logos, marques, dessins, vidéos, éléments textuels et visuels, outils, documents, données et bases de données, ensemble ci-après dénommée les Eléments) sont notre propriété exclusive ou celle de nos fournisseurs et prestataires.

10.2 Nous sommes donc l'unique titulaire des droits de propriété intellectuelle y étant attachés, (droits d'auteur, droits voisins, droit des marques, droit des producteurs de bases de données, droit des logiciels), sauf ceux appartenant à nos fournisseurs et prestataires.

10.3 Les marques FRUSTY® et JEAN-LOUIS BASSINET® sont des marques déposées par notre société.

10.4 En accédant à notre site, l'acheteur dispose uniquement d'un droit d'utilisation de nos services pour ses besoins strictement privés et non lucratifs, et en aucun cas d'un droit quel qu'il soit sur les Eléments.

10.5 Toute utilisation, représentation, reproduction, publication, transmission, modification ou extraction de tout ou partie des Eléments et ce de quelque manière que ce soit (et notamment par l'utilisation d'un robot d'aspiration de données type « spider » ou par la méthode du web scraping), sans notre autorisation écrite préalable, est interdite.

10.6 Toute violation de cette interdiction engage la responsabilité civile et/ou pénale de son auteur notamment pour contrefaçon et concurrence déloyale.

11 CAS DE FORCE MAJEURE

Aucune des parties ne pourra être tenue pour responsable des retards dans l'exécution ou de l'inexécution de tout ou partie de ses obligations, si ce retard ou cette inexécution sont dus à la survenance d'un cas de force majeure.

Outre ceux retenus par les dispositions légales telles qu'interprétées par la jurisprudence, au sens des présentes conditions, constituent des cas de force majeure, tout évènement indépendant de la volonté des parties faisant obstacle à son fonctionnement normal d'une importance telle que ses conséquences ne puissent être compensées par les moyens dont disposent les parties. S'ils répondent à la définition susmentionnée, constituent des cas de force majeure par exemple : les grèves et autres conflits sociaux, les incendies, les explosions, les inondations, les dégâts ou les pannes, les catastrophes naturelles, les guerres ou insurrections, l'arrêt des transports, les ruptures ou pénuries d'approvisionnements de produits, affectant nos sites de stockage et de vente, mais également les usines et sites de nos fournisseurs, de leurs sous-traitants ou de leurs transporteurs, les situations d'épidémie ou de pandémie. Après avoir épuisé tous les moyens en son pouvoir pour remplir ses obligations, et dans un délai maximum de 72 heures ouvrables de la survenance d'un évènement constitutif de force majeure, notre Société avisera l'acheteur en précisant les incidences raisonnables prévisibles de ce cas de force majeure sur le déroulement du contrat. Si la durée totale d'un cas de force majeure persistait plus de 1 mois à partir de sa notification, l'acheteur aura la possibilité de résoudre le présent contrat, avec effet immédiat, par Lettre Recommandée avec Accusé de Réception, et ce sans que l'autre partie puisse réclamer les moindres dommages et intérêts du fait de cette résolution.

12 RESERVE DE PROPRIETE

Notre Société conserve l'entière propriété des produits vendus jusqu'au paiement effectif de l'intégralité de leur prix, en principal, frais et accessoire. Nonobstant la présente clause de réserve de propriété, les risques afférents aux produits vendus sont transférés à la charge de l'acheteur au moment de leur livraison.

13 DONNEES PERSONNELLES

13.1 Nous traitons des données à caractère personnel que nous communiquons à l'acheteur ou que nous collectons de nos relations avec l'acheteur.

La nature de ces données, les traitements opérés, leur base juridique, les finalités poursuivies, les durées de conservation, les mesures prises pour assurer la sécurité et la confidentialité de ces données, sont détaillés dans notre politique de confidentialité accessible sur notre Site et ses mais aussi en cliquant sur le lien suivant : [politique de confidentialité](#).

13.2 Les personnes physiques concernées par nos traitements disposent d'un droit d'accès, de rectification, d'effacement, de limitation, et de portabilité aux données personnelles les concernant, dans les conditions sont déterminées par la réglementation.

Les personnes physiques concernées disposent également d'un droit de s'opposer à tout moment, pour des raisons tenant à leur situation particulière, à un traitement de leurs données à caractère personnel ayant comme base juridique l'intérêt légitime de notre Société, ainsi que d'un droit d'opposition inconditionnel à la prospection commerciale.

Elles disposent également du droit de définir des directives précisant la manière dont elles entendent que soient exercés, après leur décès, les droits mentionnés ci-dessus.

Afin d'exercer leur droits, les personnes concernées doivent s'adresser au Responsable de traitement, les ETABLISSEMENTS JEAN LOUIS BASSINET, par courrier électronique à l'adresse suivante : contact@jeanlouisbassinnet.com ou par courrier postal à l'adresse suivante : Rue Marie Curie ZA des plaines 42160 BONSON – FRANCE, accompagné d'une copie d'un titre d'identité signé.

Pour l'exercice du droit d'opposition à la prospection commerciale les personnes concernées peuvent aussi cliquer sur le lien URL de désinscription inclus dans tout courriel reçu de notre Société.

14 MEDIATION

L'acheteur peut recourir à une médiation conventionnelle auprès du médiateur de la consommation de son choix et notamment auprès de :

CNPM Médiation Consommation – 27 Avenue de la Libération 42400 St Chamond –N° d'Adhésion CNPM5926 - www.cnpm-mediation-consommation.eu – 09 88 30 27 72

15 ATTRIBUTION DE JURIDICTION

Tous les litiges auxquels les opérations d'achat et de vente conclues en application des présentes conditions générales de vente pourraient donner lieu, concernant tant leur validité, leur interprétation, leur exécution, leur résiliation, leurs conséquences et leurs suites et qui n'auraient pas pu être résolus à l'amiable entre le vendeur et le client, seront soumis aux tribunaux compétents dans les conditions de droit commun.

Pour la définition de la juridiction compétente, le vendeur élit domicile Rue Marie Curie ZA des plaines 42160 BONSON – FRANCE.

16 LOI APPLICABLE

Tous les litiges entre notre Société et l'acheteur seront soumis à la Loi Française, sauf si les dispositions d'une réglementation impérative conduisent à l'application d'une autre loi.